

**Audition du Gouverneur
par les Commissions des Finances du Sénat et de l'Assemblée nationale**

27 octobre 2009

POINT SUR LA LOI ARTHUIS

La loi Arthuis (20 février 2007) comprenait trois volets :

- aménagement de la gouvernance de la Banque de France
- clarification de ses missions et de son régime fiscal
- modalités d'application du code du travail

➤ **Gouvernance**

La loi Arthuis avait remplacé le Conseil de la politique monétaire, institué par la loi du 4 août 1993, par un Comité monétaire dont on rappellera les caractéristiques :

- simple formation du Conseil général
- procédure de nomination simplifiée pour les 4 membres autres que les gouverneurs (2 membres nommés par le Président du Sénat, 2 par le Président de l'AN, suppression de la liste de noms proposés par les présidents des deux Assemblées)
- régime d'incompatibilités allégé
- principe d'indépendance préservé

Le comité monétaire a été à son tour supprimé par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 qui a également complété la composition du Conseil général en y faisant entrer deux membres nommés par le Gouvernement.

La gouvernance de la Banque de France est aujourd'hui organisée de manière simple et claire (tout en restant conforme au Traité) :

- gestion interne et missions autres que SEBC : le Conseil général (dont la composition a été diversifiée : chefs d'entreprises, compétences managériales, élus locaux...)
- mise en œuvre des missions SEBC : le gouverneur (la collégialité étant assurée par le Conseil des gouverneurs de la BCE)

Les mesures d'application de cette réforme ont été prises (décret du 9 mars 2009).



Missions et régime fiscal

- La loi Arthuis a rapatrié les **missions statistiques de la Banque** (élaboration de la **balance des paiements** notamment) dans les **missions fondamentales** que la Banque de France doit exercer en toute indépendance (et non plus « *pour le compte de l'État* » et « *sur instruction* » du ministre comme auparavant), mettant ainsi les statuts de la Banque en ligne avec ceux du SEBC.

Le **décret d'application** qui doit fixer les **sanctions applicables** en cas de **manquement aux obligations de déclarations** statistiques (contraventions de 5^{ème} classe au lieu des sanctions douanières, issues du contrôle des changes et aujourd'hui inadaptées) est **toujours à l'étude** à la DGTPE.

- Le **régime fiscal** a été adapté à la situation particulière de la Banque : les **réserves de réévaluation** des réserves de change en devises et en or ont été **exclues** de l'assiette de l'impôt sur les sociétés et les **règles comptables** du SEBC ont été rendues **opposables** à l'administration fiscale.



Droit du travail

En matière de droit du travail, la loi Arthuis a :

- redéfini les attributions du comité central d'entreprise** et des comités d'établissement pour les recentrer sur ce qui a du sens pour une banque centrale membre du SEBC :
 - les **missions SEBC** ont été **mises hors du champ** de compétence des comités puisqu'il s'agit de missions qui relèvent du Conseil des gouverneurs de la BCE et non du « *chef d'entreprise* »
 - les dispositions du **code du travail** concernant la **défaillance** des entreprises, les **OPA** et autres modifications de la situation juridique ont été **écartées**
- donné au Conseil général les moyens d'agir sur la politique sociale** de la Banque et cela de deux manières :
 - possibilité de **fixer le montant** des sommes affectées chaque année aux **activités sociales et culturelles** du comité d'entreprise de manière à **mettre fin à l'effet cliquet** du code du travail qui empêchait ces sommes de redescendre en dessous du niveau maximum qu'elles avaient atteint (mise en œuvre : réduction sur 3 ans du budget social et culturel de **15 M€** pour une base de référence initiale de **80 M€**).

Un décret d'application (21 février 2008, codifié à l'article R. 142-21-1 du code monétaire) a fixé à **2,5 %** de la masse salariale brute la contribution **minimum** de la Banque (contribution maximale atteinte dans le passé : **14 %**).

- possibilité d'adopter des **mesures dérogeant au code du travail** lorsque les dispositions de celui-ci sont « *incompatibles avec le statut ou avec les missions de service public* » de la Banque.

Le Conseil général n'a pas eu l'occasion d'utiliser cette possibilité depuis février 2007 mais avait déjà adopté le passé, sur la base d'un avis du Conseil d'État dont la loi Arthuis a repris la formulation, des **dérogations au code du travail**, par exemple en matière de **travail le dimanche** pour permettre la **maintenance d'applications informatiques** essentielles à la continuité du fonctionnement du SEBC (système de paiements, salle des marchés).